

Le Monde.fr

Rythmes scolaires, la réforme ratée du gouvernement ?

C'est une bonne mesure. Halte à la mauvaise foi !

Article paru dans l'édition du 19.10.13

Le passage de quatre jours à quatre jours et demi de classe, réforme appliquée dès cette rentrée dans une école sur cinq et qui doit être généralisée en septembre 2014, provoque de vifs débats. Alors que l'ensemble des partenaires (parents, professeurs, collectivités territoriales, etc.) y semblait favorable, les failles de sa mise en oeuvre au niveau local suscitent réserves, rejet et plus rarement l'adhésion. Réels cafouillages ou démagogie ?

C'est avec un certain agacement que je suis le débat sur les rythmes scolaires. A deux reprises, j'ai conduit un travail de concertation sur les rythmes scolaires. En juin 2010 avec Odile Quintin, à la demande du ministre Luc Châtel. En juin 2012 ensuite, le ministre Vincent Peillon m'a demandé de coordonner la concertation préparatoire à la loi de refondation de l'école, laquelle comprenait l'évolution des rythmes scolaires.

J'ai écouté tous les acteurs : les représentants des parents d'élèves, des enseignants, des partenaires sociaux, des acteurs économiques et des collectivités territoriales. Aucune association n'a demandé le statu quo. Sur l'organisation de la semaine, aucune association représentative n'a demandé le maintien de la semaine de quatre jours. Et pour cause ! Comment justifier que la France soit le seul pays moderne à organiser sur quatre jours seulement la semaine d'école pour la majorité de ses élèves du primaire, au mépris de tous les avis médicaux et pédagogiques ? Comment justifier que nos écoliers soient parmi ceux qui reçoivent le plus grand nombre d'heures d'enseignement sur le plus petit nombre de jours sur la planète ?

Soyons sérieux, le retour à cinq jours de classe dans la semaine est absolument nécessaire. On dit que ce n'est pas la mesure qui va refonder notre école et réduire l'échec produit par l'école primaire, soit près d'un enfant sur cinq, deux fois plus que la moyenne des pays développés. Cette mesure seule ne sera pas suffisante mais comment croire que notre pays puisse avoir la volonté de réformer son école s'il n'accepte pas une mesure aussi indiscutable ?

On nous dit que dans les écoles où la semaine de quatre jours et demi a été rétablie les enfants seraient plus fatigués. Faut-il rappeler que les quatre jours et demi étaient la règle jusqu'à la rentrée 2008, c'est-à-dire il y a cinq ans ? Face à cette réforme indispensable la mauvaise foi domine pour la refuser. Mauvaise foi de membres de l'opposition qui ont oublié qu'en 2010 un rapport parlementaire établi par deux députés UMP, Michèle Tabarot et Jacques Gasparrin, demandait le retour à la semaine de cinq jours. Mauvaise foi de certains enseignants pour qui la semaine de quatre jours était un avantage indéniable. Mauvaise foi de certaines familles aisées pour qui l'échec scolaire n'est pas une préoccupation. En 2011, les fédérations de parents d'élèves demandaient le retour aux quatre jours et demi.

Reste un vrai sujet, celui du coût. Il est bien réel, nous ne l'avons jamais dissimulé. Il faut comprendre que diminuer le nombre d'heures d'enseignement dans la journée ne doit pas conduire à réduire le nombre d'heures de présence au sein de l'école. Il y a consensus pour préserver un temps suffisant pour le déjeuner et régulariser les heures d'arrivée et de départ de l'école pour les jeunes enfants, afin de préserver la possibilité de travailler pour les deux parents.

Cela signifie mettre en place des activités d'aide au travail personnel, la fin des devoirs à la maison, cela signifie des activités culturelles, sportives ou simplement récréatives pour tous et non plus pour ceux qui peuvent payer. Quand le service public recule, le service marchand avance. Ceci se passe dans beaucoup de pays et c'est pris en charge par les collectivités territoriales et/ou le monde associatif. Ce coût n'est pas exorbitant, l'Etat a même dégagé les moyens nécessaires pour aider les communes en difficultés. Rappelons que gouverner c'est choisir, et que l'échec scolaire a, lui, un coût financier et social d'une tout autre importance. Le bon sens peut-il l'emporter sur les petits calculs politiques et le bonheur de nos enfants sur l'égoïsme des adultes ?

Quant à la fatigue des élèves, le seul intérêt des enfants conduirait à donner la préférence au samedi matin, afin d'éviter la coupure de deux jours, en maintenant une coupure en milieu de semaine, mais les adultes, parents et enseignants, font le choix du mercredi matin. C'est un choix d'adulte pour les adultes. Nous avons bien l'école que l'on mérite.

Christian Forestier